



# Communiqué de presse

30/22

Montreuil, le 28 mars 2022.

## **ORPEA : le secret des affaires nous coûte un « pognon de dingue »**

Depuis fin janvier, avec la sortie du livre de Victor CASTANET « Les fossoyeurs », la France est dans l'émoi. Il y dénonce, avec plus de 250 témoignages, un système ORPEA engendrant des maltraitances et privations de nos aîné.e.s, de très douteuses pratiques financières, des manœuvres coupables vis-à-vis des personnels, le trucage des élections professionnelles et le harcèlement syndical.

L'Union Fédérale de la Santé Privée CGT avait déjà fait part de la majeure partie de ces faits sans que cela n'alerte les pouvoirs publics et politiques.

Après l'émoi, le gouvernement convoque son émotion et mandate une double enquête IGAS/IGF, tout en « freinant » une enquête de l'Assemblée Nationale.

Alors que le ministre de la Santé Olivier VÉRAN affirmait le 11 mars que le rapport IGAS/IGF serait rendu public, Brigitte BOURGUIGNON, ministre déléguée chargée entre autres de l'Autonomie, annonce le 26 mars que ce rapport qui vient de leur être remis ne le sera pas, sous couvert « du secret des affaires ».

Elle annonce par ailleurs que le gouvernement porte plainte contre ORPEA sur le fondement de l'article 40 du Code pénal, ce que nous saluons, même si notre interrogation reste entière sur l'inertie des contrôles administratifs depuis près de 20 ans. Pour la CGT, tous les autres géants du secteur lucratif des EHPADs doivent faire l'objet des mêmes contrôles par les corps d'inspection administratifs adéquats.

Pour l'UFSP-CGT, arguer du « secret des affaires » alors qu'il s'agit d'argent public est vraiment infondé.

Ce « pognon de dingue » détourné depuis des années, c'est notre argent, l'argent public de la solidarité, l'argent qui n'aurait jamais dû aller dans la poche des actionnaires ou dans les rémunérations pharaoniques des quelques cadres de ce groupe, mais bien utilisé aux soins de nos aîné.e.s.

Alors que l'on stigmatise les bénéficiaires du RSA en exigeant des contreparties, alors que l'allongement de la durée du départ à la retraite est annoncé, on voudrait nous faire avaler que le secret des affaires de ces « fossoyeurs » doit être protégé par la non parution du rapport.

L'UFSP-CGT exige que soit rendu public le rapport d'enquête IGAS/IGF afin que toute la transparence soit faite sur les éléments concernant la population la plus fragile de notre pays, ainsi que sur cet « argent de dingue » du contribuable, c'est cela la démocratie.